



Budget 2017 – Un appel à la prudence

Compétences, innovation et prudence

Le premier budget du gouvernement était axé sur les promesses de campagne : la classe moyenne, la croissance, le changement climatique. Toutefois, beaucoup de détails essentiels ont été remis à plus tard : le plan d'infrastructure avec ses « corridors d'exportation », le programme d'innovation, les dépenses en santé, l'examen des dépenses fiscales. Bien entendu, le gouvernement était en poste depuis seulement 100 jours et il devait étudier bon nombre de ces questions.

Le budget de 2017 est totalement différent : de gros déficits et l'incertitude économique signifient qu'il n'y a pas beaucoup de fonds pour de nouveaux programmes ou de grandes annonces. Il y a cependant beaucoup plus de détails au sujet des politiques et des programmes précédemment annoncés.

Ce budget pourrait aussi être décrit comme un budget prudent et « attentiste » où le gouvernement envisage des changements potentiellement radicaux au sud de la frontière, incluant une forte réduction des impôts des sociétés et une diminution de la réglementation. Cela pourrait mettre le Canada dans un désavantage concurrentiel important, mais il est difficile d'ajuster la politique fiscale en fonction de ce qui pourrait ou ne pourrait pas se produire avec le budget du président Trump.

Cela explique pourquoi les modifications fiscales dans le budget de 2017 sont très modestes. Lorsque les changements du taux global d'imposition parlent de l'élimination du crédit d'impôt pour le transport en commun et une hausse des taxes sur l'alcool et le tabac, il est probable que nous soyons en attente de la suite des événements.

Innovation

L'innovation devait être la principale caractéristique du budget de 2017, mais avec des fonds limités disponibles pour un dossier difficile, il n'est pas simple d'apporter des changements en profondeur. Toutefois, nous avons encouragé plus d'investissements et une plus grande participation du secteur privé aux nouveaux programmes, nous nous félicitons donc de ces nouveaux investissements.

Super-grappes : 950 millions de dollars sur cinq ans seront offerts sur une base concurrentielle pour soutenir un petit nombre d'industries innovatrices. Le concours pour déterminer les grappes à soutenir sera dirigé par le secteur privé et sera lancé en

2017. Ces grappes pourraient être la fabrication de pointe, l'agroalimentaire, la technologie numérique, etc.

Fonds stratégique pour l'innovation : 1,26 milliard de dollars sur cinq ans pour consolider et simplifier les programmes d'innovation commerciale. Il comprend notamment l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense, le Programme de démonstration de technologies, le Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile. Il propose aussi un montant de 200 millions de dollars de plus sur trois ans en nouveaux financements.

Initiative de catalyse du capital de risque : 400 millions de dollars sur trois ans, par l'entremise de la BDC, pour le capital de risque à un stade avancé offert aux jeunes entreprises établies ayant des revenus qui les aideront à évoluer.

Financement des technologies propres : 1,4 milliard de dollars en nouveaux financements (fonds propres, fonds de roulement et financement de projets) seront offerts aux entreprises de technologies propres par l'entremise de la BDC et d'EDC.

Examen des programmes d'innovation des entreprises : Le gouvernement examinera tous les programmes existants avec l'aide d'experts externes pour s'assurer que les programmes sont simples, efficaces et répondent le mieux aux besoins des innovateurs canadiens. Le gouvernement examinera également le programme d'encouragements fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental afin d'en assurer l'efficacité et l'efficacité en continu.

Impôts

Bonnes nouvelles! Avec un gouvernement qui est à la recherche de revenus et pense (ou pensait) à imposer les prestations de santé des employés, nous, dans la communauté fiscale, pensions qu'aucun crédit d'impôt n'était en sécurité. L'inclusion des gains en capital, des dividendes et des options d'achat d'actions pourrait toute être ciblée. Rassurez-vous, le seul changement majeur est la suppression du crédit d'impôt pour le transport en commun (les laissez-passer d'autobus ne sont plus déductibles) et une augmentation de la taxe sur l'alcool et le tabac.

Uber et les autres services de covoiturage devront s'inscrire et payer la TPS.

Le report de la diminution du taux d'imposition des petites entreprises (des 10,5 % actuels à 9 %) n'a pas été mentionné. Dans le budget précédent, il n'y avait ni date ni estimation pour la durée de ce report.

Le gouvernement examine actuellement les stratégies de planification fiscale qui réduisent de façon inappropriée les impôts personnels des personnes à revenu élevé. Il publiera un article dans les prochains mois.

Infrastructure

La Chambre de commerce du Canada, ainsi que d'autres économistes de partout au pays, insiste sur l'investissement dans le type d'infrastructure propice au commerce qui stimulera la productivité, comme les routes, les ponts, les ports, les aéroports et l'infrastructure numérique. Jusqu'à présent, nous avons été préoccupés par le fait que ces types d'investissements ne représentent que 11 % du total des dépenses d'infrastructure de 120 milliards de dollars (le reste étant des infrastructures vertes, des infrastructures sociales, etc.).

Banque de l'infrastructure du Canada : Le gouvernement investira 35 milliards de dollars sur 11 ans à l'aide de prêts, de garanties et de capitaux propres. Le gouvernement affirme que ces investissements seront axés sur de grands projets transformateurs, comme les réseaux de transport régionaux et les réseaux d'électricité. Le gouvernement espère que la banque sera opérationnelle en 2017.

Programme de villes intelligentes : le gouvernement dépensera 300 millions de dollars sur 11 ans pour lancer un fonds de défi pour des villes intelligentes. Cette compétition récompensera les participants qui améliorent la qualité de vie des résidents d'une ville grâce à une meilleure planification et une technologie propre et connectée.

Corridors commerciaux nationaux : Le budget de 2017 propose 2 milliards de dollars sur 11 ans pour faire face aux contraintes de capacité et aux goulets d'étranglement du transport de marchandises. Ces investissements viseront les ports maritimes, comme Vancouver et Montréal, ainsi que les voies ferrées et les autoroutes les plus achalandées autour de la RGT. Le montant est faible par rapport au besoin.

Centre canadien sur les données de transport : 50 millions de dollars sur 11 ans pour mesurer la performance du transport, des chaînes d'approvisionnement et de la distribution.

VIA Rail : 867 millions de dollars sur trois ans pour les opérations et les besoins en capitaux.

Approvisionnement

Un nouveau programme d'approvisionnement, Solutions innovatrices Canada, sera lancé l'année prochaine et suivra le modèle d'un programme des États-Unis intitulé Small Business Innovation Research.

Une partie de ces 50 millions de dollars provenant des ministères et organismes fédéraux sera consacrée aux premières étapes de recherche et développement, à des prototypes qui en sont aux dernières étapes et à d'autres biens et services d'innovateurs et entrepreneurs canadiens.

Le résultat attendu est que le gouvernement aura accès aux derniers produits et services les plus innovants. Des efforts seront également déployés pour encourager l'approvisionnement auprès de sociétés dirigées par des femmes et d'autres groupes

sous-représentés. D'autres détails sur les objectifs initiaux de participation et de dépenses suivront dans les prochains mois.

Commerce

Recours commerciaux : Le budget de 2017 propose des modifications législatives et réglementaires visant à améliorer l'application des mesures de recours commerciaux, à éliminer les droits, à mieux tenir compte des marchés et des distorsions de prix et à permettre aux syndicats de participer aux procédures de recours commerciaux.

Améliorer l'alignement réglementaire : le budget de 2017 propose de doter le Secrétariat du Conseil du Trésor de 6 millions de dollars sur trois ans afin de poursuivre ses efforts pour appuyer la croissance des entreprises en favorisant l'alignement de la réglementation avec les partenaires commerciaux du Canada.

Compétences

Pendant des années, le développement des compétences et de la main-d'œuvre a été la principale préoccupation des entreprises canadiennes. Nous reconnaissons pleinement qu'une main-d'œuvre hautement qualifiée est l'avantage concurrentiel le plus important et nous sommes très satisfaits de cet investissement supplémentaire dans les compétences. Toutefois, nous sommes préoccupés par le fait que ces investissements sont principalement financés par les primes d'assurance-emploi. Il s'agit en fait d'une taxe sur les salaires et l'embauche, et c'est pourquoi nous insistons depuis des années pour que l'assurance-emploi soit traitée comme un véritable fonds d'assurance afin de réduire les taux. Nous craignons également que les 3 milliards de dollars par année soient transférés aux provinces (qui fournissent des programmes de formation offerts par l'assurance-emploi) avec peu de responsabilisation et de mesure du rendement.

Nous nous attendons à ce que les taux de cotisation à l'assurance-emploi devront augmenter afin de payer les dépenses supplémentaires importantes. Cependant, il y a aussi de bonnes nouvelles pour les employeurs et les travailleurs.

Financement supplémentaire pour les programmes de formation : Le budget 2017 investira 1,8 milliard de dollars sur six ans pour élargir les programmes de formation de l'assurance-emploi dans le cadre des ententes sur le développement du marché du travail. Le gouvernement élargira également l'admissibilité des travailleurs à ces programmes.

Nouvel organisme pour évaluer l'information sur le marché du travail : 225 millions de dollars sur quatre ans à compter de 2018-2019 seront consacrés à la mise en place de l'organisme, qui aura trois objectifs principaux :

- Déterminer les compétences recherchées et exigées par les employeurs canadiens

- Explorer de nouvelles approches novatrices en matière d'acquisition et de perfectionnement de compétences;
- Transmettre des renseignements et des analyses pour mieux éclairer les investissements et les programmes futurs axés sur les compétences

Nouveaux permis et temps de traitement en vertu de la Stratégie en matière de compétences mondiales : Le budget 2017 prévoit un engagement important pour améliorer l'accès aux talents de l'étranger :

- Norme de deux semaines pour le traitement des visas et des permis de travail
- 7,8 millions de dollars pour un volet relatif aux talents mondiaux dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires
- Un nouveau permis pour les séjours de 30 jours ou moins dans une année sera destiné aux échanges de courte durée entre les entreprises, les échanges d'étude ou à l'entrée temporaire d'experts
- Des modifications à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés sont prévues pour s'assurer que le programme Entrée express répond mieux aux besoins du marché du travail
- La réaffectation de 27,5 millions de dollars des ressources existantes d'Emploi et Développement social Canada pour appuyer une stratégie d'emploi ciblée pour les nouveaux arrivants

Plus d'argent pour l'apprentissage intégré en milieu de travail : 225 millions de dollars sur cinq ans sont destinés à accroître le nombre de places en centre de formation intégré en milieu de travail de 3 750 à 10 000 par année pour les étudiants et diplômés du niveau postsecondaire

Formation pour l'avenir : 50 millions de dollars sur deux ans sont disponibles pour que les formateurs en compétences numériques puissent postuler pour enseigner ces compétences aux élèves de la maternelle à la douzième année.

Dettes et déficits

Le déficit budgétaire atteindra 28 milliards de dollars cette année et l'année prochaine avant de diminuer progressivement pour atteindre 21 milliards de dollars en 2020. Nous sommes déçus que le gouvernement ne prévoie pas de rétablir l'équilibre budgétaire. En l'absence de la discipline d'une cible budgétaire, les dépenses vont simplement croître année après année, comme nous avons pu le voir dans le passé. Cela laisse le Canada vulnérable à une détérioration de la situation budgétaire et moins apte à réagir en cas de ralentissement économique (une correction majeure du marché immobilier ou une diminution des échanges commerciaux).